

TRIBUNE LIBRE

Pour une politique locale de la lecture

LE samedi 1^{er} mars courant, j'ai assisté à un colloque sur la lecture publique, à Floirac, en Gironde, une commune dans laquelle j'ai enseigné pendant cinq ans.

Le principal intervenant était Jean Foucambert, parlant au nom de « l'Association française pour la lecture » (A.F.L.) Il s'agissait de chercher à définir une politique de la lecture à l'échelle d'une municipalité. Cette préoccupation s'inscrivait notamment dans le cadre de la lutte contre l'illettrisme.

Le problème de la lecture a des causes multiples. La recherche de solutions repose, le plus souvent, sur une morale politique et sociale d'égalité des chances : on voudrait que les choses changent et, pour cela, on juxtapose des solutions. Mais il s'avère que l'on a des difficultés à dégager une cohérence et à définir une politique. Il est nécessaire de s'attaquer à ce problème sur tous les fronts en même temps et de façon cohérente. Sinon, on peut atteindre le but inverse de celui que l'on recherche, c'est-à-dire accroître les inégalités : on risque, en effet, de n'apporter des livres qu'à ceux qui lisent déjà.

Là où existent des bibliothèques publiques bien équipées, le « bassin naturel de lecteurs » représente de 18 à 20 % des habitants en âge de lire (Source : Direction du livre). Ce taux est nettement supérieur dans d'autres pays européens : il est de plus du double en Angleterre, par exemple.

On essaie donc, par des moyens divers, de « grignoter » au-delà de ce public naturel, mais il s'avère que pour gagner 1 % de lecteurs en plus, on est amené à dépenser autant que l'on a déjà dépensé pour servir les 18 % « naturels ».

La dose de lecture varie considérablement : la plupart des lecteurs « grappillent », alors que 15 % seulement de la population consomment 85 % de la production écrite.

Il ne suffit donc pas de mettre des livres à la disposition des gens : le non-lecteur trouvera toujours des raisons de ne pas franchir le pas d'accès à la lecture ; les mesures prises risquent de

n'être, pour ceux qui les prennent, qu'un alibi d'ordre moral. Si l'on veut donc élargir l'ensemble des lecteurs, il faut définir une convergence d'actions. La grille présentée ci-après est, bien sûr, applicable à d'autres réalités qu'à celles d'une collectivité locale : le même type de schéma s'applique à toutes les institutions concernées par la lecture publique : écoles, collèges, bibliothèques municipales, bibliothèques de comités d'entreprise, associations de quartiers. Les problèmes sont les mêmes sur tous ces terrains : il suffit de les transposer. Les propositions qui suivent résultent non point de la constatation de résultats spectaculaires obtenus ici ou là, mais plutôt d'observations à partir de l'analyse des raisons d'échec.

Le fait d'être ou de ne pas être lecteur, traduit l'extrême inégalité sociale des pays industrialisés : c'est donc un problème politique majeur que de se consacrer à la recherche de solutions.

MENER UNE CAMPAGNE PERMANENTE D'INFORMATIONS

L'opinion publique est trompée par de vieilles idées héritées de l'école, ce qui conduit à des raisonnements fondés sur des bases en grande partie fausses. On perpétue des erreurs sur la nature des comportements de lecteurs, ce qui génère des types d'interventions tendant à reproduire des modèles erronés. L'écrit continue à être considéré comme une communication orale différée et la plupart de ses fonctions sont ignorées. Certains raisonnements dichotomiques sont générateurs de faux problèmes comme, par exemple, la notion de dégoût ou de plaisir de lire fondée sur une appréciation d'ordre affectif et moral. En fait, la technique dont disposent beaucoup de gens est bien trop rudimentaire pour qu'ils puissent lire avec plaisir et intérêt. Comme le dit Richaudeau, l'apprentissage de la lecture a 1 000 ans de retard.

Alors que faire ? Il faut créer une situation comparable à ce qui a pu être fait au XIX^e siècle, face à des problèmes comme l'hygiène ou l'alimentation. Cela suppose un travail continu d'informations se poursuivant pendant plusieurs années, mobilisant tous les médias, investissant tous les terrains d'intervention : parents, travailleurs sociaux, élus... A titre d'exemple, une rubrique régulière peut figurer dans le journal local ou municipal.

UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE FORMATION

Comment impliquer efficacement tous ceux qui interviennent dans les processus de lecture ?

Le degré de formation reste très précaire ; il est souvent fait d'un savoir rudimentaire assorti de suffisance.

Lorsqu'on parle lecture, on pense bien sûr à l'école. Mais il faut savoir qu'actuellement, les enseignants deviennent minoritaires par rapport au nombre des acteurs : personnel médical, travailleurs sociaux chargés de la prévention, de la formation des adultes... A noter que l'on assiste à une médicalisation du problème de la lecture : 5 % du budget des soins de la Sécurité sociale sont liés de près ou de loin à des troubles de lecture (aux Etats-Unis, il existe déjà des cliniques de lecture).

En ce qui concerne plus spécialement l'apprentissage scolaire de la lecture, on est amené à déplorer que la contestation justifiée de certaines méthodes ait conduit à un culte de l'ineffable. Si les méthodes traditionnelles avancent de façon rigoureuse sur une voie fautive, les méthodes nouvelles, hélas, avancent souvent de façon peu rigoureuse sur une voie juste. La diversité des intervenants ne doit pas conduire à des incohérences et il s'agit plutôt de trouver des formes communes de formation.

Lire la suite en page 20

MISE EN RÉSEAU DES MOYENS

Des efforts déjà considérables ont été faits en divers lieux sans toujours avoir été rendus cohérents.

Bien souvent, on a multiplié des pôles de lecture ayant les mêmes caractéristiques au lieu de couvrir un territoire d'un réseau d'équipements complémentaires.

Il faut donc mettre fin à la séparation des circuits, réfléchir à une politique commune et à une mise en commun des moyens. Chaque lieu, bibliothèque centre documentaire, bibliothèque municipale, bibliothèque de comité d'entreprise, association de quartier... doit recevoir un fond adapté à sa clientèle. Les modes d'information et de gestion doivent tendre à assurer la complémentarité.

ÊTRE UTILISATEUR D'ÉCRITS SUPPOSE DES RESPONSABILITÉS D'ORDRE SOCIAL

Être lecteur, c'est avoir des pouvoirs sur soi, sur son environnement. Le non-recours à l'écrit est lié à l'irresponsabilité, à l'exclusion sociale ; il en est une conséquence, non une cause.

Que signifie pour une démocratie le fait de se contenter de 30 % de lecteurs ? La lecture-écriture est liée à l'exercice d'un pouvoir. Ceux qui en sont exclus sont, de fait, soumis aux idées des autres.

On constate que la plupart des non-lecteurs de 16-25 ans n'ont aucun handicap : ils sont capables de faire les apprentissages techniques nécessaires, mais ils sont exclus des raisons d'avoir accès à la lecture. Il est donc urgent de dialectiser le processus : il faut les responsabiliser aux niveaux social et professionnel pour assurer la formation technique. On gagne un lecteur en responsabilisant un exclu.

En démocratie, pour pouvoir faire des choix, il faut d'abord s'informer. Ce n'est que si les gens ont des pouvoirs qu'ils ont besoin du recours à l'écrit. Cela suppose la multiplication des lieux où l'on rencontre ce pouvoir : c'est le

cas notamment, du secteur associatif et des milieux militants. Une politique de gauche se mesure, entre autres, à la quantité et la qualité du pouvoir que l'on permet aux gens de prendre sur l'environnement : c'est le contraire d'une politique d'assistance.

MISE A DISPOSITION DES MOYENS TECHNIQUES ACTUELS

« L'humanité ne se pose que les problèmes qu'elle peut résoudre. »

Ce n'est que lorsque apparaissent des technologies nouvelles que se définit une exigence d'augmentation du nombre de lecteurs. Ce fut le cas lors de l'invention de l'imprimerie.

Il existe aujourd'hui des moyens efficaces d'améliorer les techniques de lecture-écriture et de communication : machines de traitement de textes, minitel, réseaux de fibres optiques.

Dans un passé récent, des technologies nouvelles ont été introduites dans l'école, mais on a abouti à des phénomènes de rejet, donc à un échec : ce fut le cas pour les laboratoires de langues ou la télévision. Ces technologies nouvelles contestent le système scolaire et c'est la raison pour laquelle celui-ci les a rejetées. Une collectivité locale a la possibilité de faire éclater cette contradiction en mettant à la disposition des citoyens des techniques efficaces de communication, et ce, de façon gratuite.

NE PAS CHERCHER A FAIRE DES LECTEURS QUI SE RESSEMBLENT

La conception actuelle de la lecture est celle de la classe sociale des enseignants. On a dans la tête un modèle de lecteur et on nourrit le rêve généreux de faire partager sa façon de lire. Ceci génère des actions ambiguës : à titre d'exemple, on assiste actuellement, à l'intellectualisation de la B.D. qui devient élitiste. Il y a donc, de fait, duplicité de nos bonnes intentions : on veut étendre la lecture, mais comme une conformité, et non comme moyen d'accès à l'écrit. Il faut donc chercher ce

qui peut être une autre lecture, développer d'autres types de rapports à l'écrit que ceux qui font qu'il n'y a que 20 % de lecteurs. Les enseignants sont mal placés pour ouvrir l'éventail et tendent à perpétuer leur propre statut de lecteur. Cela implique la nécessité de faire de l'école une alliée des autres institutions, et non l'inverse.

ENVISAGER QUE SE DÉVELOPPENT DE NOUVEAUX ÉCRITS

Le nombre de lecteurs augmente proportionnellement à la production d'écrits. Par exemple, au cours du XVIII^e siècle, une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie, est devenue lectrice, mais aussi elle a produit des écrits.

Les futurs lecteurs prennent en main la formation des futurs auteurs. Encore faut-il créer des circuits courts entre les gens qui lisent et ceux qui écrivent pour qu'il y ait formation réciproque des auteurs et des lecteurs.

Les collectivités peuvent jouer un rôle majeur dans la création de ces circuits courts, facilitée par des techniques comme le traitement de textes. Ces machines permettent d'éditer des écrits en 300 ou 400 exemplaires. Des écrits différents naissent, permettant le tâtonnement et la rencontre entre lecteurs et auteurs.

On peut donc chercher à développer une politique de production d'écrits par la création d'ateliers d'écriture, ce qui se fait déjà, mais aussi d'ateliers d'édition, de reliure... C'est à partir de ces expériences communes que se dégageront de nouvelles formes de productions d'écrits qui dépasseront ces circuits courts et qui généreront des structures nouvelles d'édition.

Au cours de son exposé, Jean Foucambert a donc dégagé sept formes d'actions. Mais il a surtout insisté sur la nécessité de s'engager sur ces sept pistes en même temps afin de construire une politique cohérente de développement de la lecture.

Georges DELOBBE
(5 mars 1986)

